

ÉLISABETH GUIGOU

Députée et présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Mesdames et Messieurs,

Chers confrères et amis,

J'aimerais vous dire que c'est pour moi un grand plaisir d'être parmi vous aujourd'hui ici à Doha, pour participer à cette huitième session de la Conférence sur les politiques mondiales. J'aimerais remercier Thierry de Montbrial pour son aimable invitation.

« Quel avenir pour l'Europe ? » : ce sujet est au cœur des débats politiques actuels entre les États membres et au sein de l'UE. Deux événements majeurs se sont produits récemment, qui ont ébranlé l'Union : tout d'abord le Brexit, le 25 juin, et l'élection de Donald Trump aux États-Unis le 8 novembre. Ces événements vont constituer des défis majeurs pour l'Europe dans les mois et les années à venir, et vont impliquer que nous redéfinissions le projet européen et ses relations avec les partenaires étrangers.

1- Réorganiser l'Europe

Quel impact le Brexit a-t-il et aura-t-il sur l'Europe ?

- Le Brexit a été immédiatement qualifié de « tremblement de terre » : pour la première fois depuis les tout débuts de l'Union, l'un de ses principaux États membres a voté sa sortie de l'UE. La campagne du Brexit et les résultats du référendum ont montré à quel point le pays était polarisé, entre les générations (les jeunes ayant largement voté pour rester dans l'UE), entre les zones urbaines et les zones rurales, entre les différentes régions du Royaume-Uni, l'Irlande du Nord et l'Écosse ayant massivement voté pour rester dans l'UE, tandis que l'Angleterre (exception faite de la région de Londres) et le Pays de Galles ayant voté pour en sortir.

- À de nombreux égards cette campagne a renforcé les divisions au Royaume-Uni et entre ses citoyens. Quand les résultats du référendum sont tombés, on a également pu voir à quel point les leaders de la campagne du Brexit n'y étaient pas préparés. Les États membres européens ont été vraiment sidérés de l'attitude dangereuse de quelques-uns des plus fervents défenseurs du Brexit, qui créait de grandes incertitudes sur le plan politique et sur le plan économique.

- Cette absence de préparation explique pourquoi les Britanniques repoussent la date de mise en application de l'article 50 du Traité sur l'Union européenne pour démarrer effectivement les négociations de sortie avec l'UE des 27. La récente décision de la Haute Cour de Justice d'obliger le gouvernement britannique à consulter le Parlement avant d'appliquer l'article 50, et l'appel qui a été déposé ensuite devant la Cour Suprême début décembre pourraient repousser encore plus la date prévue de mars 2017 qui avait été prévue par les autorités britanniques.

- Immédiatement après le Brexit, les 6 dirigeants des pays fondateurs de l'UE se sont réunis pour voir comment réorganiser l'Europe. Le Brexit aura tout d'abord des conséquences pour les Britanniques. Même si les États membres européens n'étaient pas favorables au Brexit, le vote du peuple doit être respecté et les négociations de sortie doivent commencer le plus tôt possible. Je pense que les 27 pays de l'UE s'accordent à reconnaître ce vote et à le respecter,

et qu'ils souhaitent arriver au meilleur accord de coopération possible sans renoncer aux éléments fondamentaux comme l'intégrité du marché commun, les quatre libertés, notamment la liberté de circulation. Qui plus est, l'Europe ne peut pas se permettre de se laisser perturber par les incertitudes dues aux Britanniques, elle doit être claire dans ses objectifs et défendre ses intérêts en ayant des relations à la fois amicales et fermes avec le Royaume-Uni, car il est certain qu'ils négocieront leur sortie de la même manière; pourquoi ne pas négocier un statut spécifique avec le Royaume-Uni, mais pas aux dépens de l'intégrité de l'Union ? Se montrer ferme dans les négociations de sortie n'est en rien un obstacle à la préservation et au renforcement des relations bilatérales dans le respect des intérêts mutuels, bien au contraire.

- La France et les États membres européens se sont en outre engagés à renforcer leurs relations bilatérales avec le Royaume-Uni, et plus particulièrement, dans le cas qui nous intéresse, sur le plan de la défense et de la sécurité internationale. La question migratoire est également une priorité bilatérale.

- **Le choc du Brexit apporte d'autant plus la preuve de la nécessité sous-jacente de réorganiser le projet européen.** Cela ne fait que mettre en évidence ce qui était déjà une lame de fond, la désillusion des peuples vis-à-vis de l'Europe. Les principales préoccupations des peuples européens sont la situation économique et les opportunités d'emploi, ainsi que la sécurité. Après le référendum, plusieurs sommets européens ont eu lieu pour définir les changements politiques nécessaires, pour que les citoyens du XXI^e siècle s'identifient à l'Europe, comme c'était le cas au siècle dernier, quand l'Europe était synonyme de paix, de prospérité et de chute des dictatures.

- **Des réponses pratiques devront être apportées à des problèmes immédiats, mais aussi, et peut-être surtout, il nous faut une vision pour l'Europe et pour les Européens dans un univers mondialisé.** Nous devons inventer une légitimité démocratique à ce nouveau projet européen. La réorganisation du projet européen doit se faire selon deux grandes perspectives : une perspective intérieure et une perspective extérieure impliquant d'avoir une politique étrangère renforcée, d'autant plus après l'élection de Donald Trump.

L'impact des élections aux États-Unis

- Comme l'a dit le Président Hollande, les élections aux États-Unis ont ouvert une période d'incertitude. Les États-Unis sont un partenaire majeur de l'Europe et de la France, sur un certain nombre de grands sujets : la paix et la sécurité au Moyen-Orient, la lutte contre le terrorisme, l'économie, la question du climat (application de l'accord de la COP 21). La campagne a parfois été brutale. L'élection de Donald Trump ouvre une nouvelle ère de politique étrangère : que vont faire les États-Unis par rapport à l'accord de Paris sur le climat, à l'accord sur le nucléaire iranien, aux négociations transatlantiques, ou par rapport à la Chine ? Le futur Président va-t-il vraiment désengager les États-Unis de l'OMC (l'Organisation mondiale du commerce) comme il a dit vouloir le faire au cours de la campagne ?

- Sur toutes ces questions, la France et l'Europe resteront vigilantes. Nous devons avoir une discussion franche avec les États-Unis sur tous ces sujets. Je crois que dans notre intérêt mutuel, nous devons maintenir une coopération transatlantique forte, basée sur le respect, la franchise et qui préserve notre indépendance.

- La France a une responsabilité au niveau international, car elle est l'un des 5 membres permanents qui siègent au Conseil de sécurité des Nations unies, c'est une puissance militaire et nucléaire, et avec l'Allemagne, elle joue un rôle important au sein de l'Europe. Nous avons besoin d'une Europe unie, capable de s'exprimer et de développer une politique étrangère qui préservera ses valeurs, ses intérêts (les intérêts de ses citoyens), qui défendra la démocratie et notre modèle social.

- Les élections américaines ont un impact qui dépasse largement les États-Unis : ce pays est la première puissance mondiale, et les conséquences de ces élections et de la future politique étrangère des États-Unis vont toucher tout le

reste du monde. Nous devons regarder en face les problèmes causés par les désordres du monde et prendre nos responsabilités. C'est la raison pour laquelle l'Europe doit avoir une politique étrangère forte, et redéfinir ses relations avec les États-Unis en renforçant les relations transatlantiques, en réglementant les effets de la mondialisation (les accords commerciaux) et en ayant du poids au niveau mondial.

2- Au niveau national

- La zone euro est le pivot du projet européen. Quand la monnaie unique a été programmée au début des années 1990, cette décision devait être complétée par la réalisation de l'Union économique et monétaire, tel qu'indiqué dans le Traité de Maastricht. L'union économique doit encore être renforcée, même si plusieurs mesures ont été prises dans le bon sens après la crise économique de 2008 (union bancaire, mécanisme européen de stabilité, achat d'obligations d'État au second marché par la Banque centrale européenne...). La consolidation d'une véritable union bancaire est nécessaire, mais nous avons impérativement besoin d'une union économique : avec 18 politiques économiques, fiscales et sociales différentes, la monnaie unique ne peut pas fonctionner correctement.

- Les Européens ont des attentes fortes par rapport à l'emploi et à la situation économique. Une mauvaise gestion dans les années 2000, la crise économique de 2008, la crise des dettes souveraines de 2010 ont beaucoup affecté la croissance, au point que le spectre de la déflation se profile au-dessus de l'Europe. Le chômage a atteint des niveaux très élevés ces dernières années, surtout chez les jeunes : dans les régions méridionales, il touche parfois 50 % des jeunes et entraîne de nouvelles migrations de jeunes Espagnols, Portugais et Grecs qui partent chercher du travail ailleurs en Europe ou même en Amérique latine.

- Pour lutter contre ce phénomène, qui entre autres facteurs, tend à accroître la défiance vis-à-vis d'une Europe "impuissante", nous devons faire plus d'efforts pour rééquilibrer les comptes publics et reconstruire notre compétitivité par des politiques économiques (et monétaires), par exemple avec une politique d'investissement dans les secteurs à fort potentiel comme les énergies renouvelables, l'économie numérique et l'innovation. À elles deux, la France et l'Allemagne représentent près de la moitié du PIB de la zone euro. La France doit donc restaurer la croissance et la compétitivité, et l'Allemagne doit aider à susciter les investissements, à la fois au niveau national et au sein de l'Europe.

3- L'Europe dans la mondialisation

Sur le plan extérieur, l'Europe doit à la fois développer la bonne politique étrangère et inclure une dimension extérieure à toutes ses politiques intérieures.

La situation géopolitique au Moyen-Orient a des conséquences très directes sur l'Europe :

Le terrorisme

- La lutte contre le terrorisme implique de ne plus dissocier la sécurité intérieure de la sécurité extérieure. Pour sa sécurité, l'Europe a besoin d'une politique étrangère orientée vers la paix et le développement des pays qui l'entourent



à l'est et au sud. La France déploie pratiquement seule tous les efforts de lutte contre le terrorisme au Sahel et en Afrique subsaharienne. Après que le Président Hollande eut sollicité l'aide des États membres européens pour prendre part à cet effort militaire suite aux attaques terroristes de Paris le 13 novembre de l'an dernier, un grand nombre de nos partenaires ont répondu présent et apportent désormais leur contribution pour éviter que des organisations terroristes établissent des sanctuaires au Moyen-Orient, au Sahel et en Afrique (notamment Daech, Al-Qaida, Boko Haram).

- Les évolutions géopolitiques en Irak et en Syrie sont cruciales pour la stabilité de toute la région et pour la stabilité de l'Europe, comme le montrent les efforts de la coalition internationale à laquelle participent plusieurs pays européens, et les opérations militaires actuelles pour reprendre Mossoul en Irak et si possible Raqqa en Syrie des mains de Daech.

La défense et la sécurité

- Ces efforts doivent être renforcés et d'autres pays doivent apporter leur contribution, car la France est toujours la seule puissance militaire capable d'y envoyer des forces, avec le Royaume-Uni. La sécurité de l'Europe dépend de ces efforts. Pendant la campagne américaine, le Président désormais élu Donald Trump avait clairement dit que l'Europe devait assurer sa propre sécurité et que de son point de vue, les États-Unis ne devaient pas être tenus pour responsables de la situation. Sans empiéter sur les prérogatives de l'OTAN, nous considérons qu'il est absolument impératif d'accroître les capacités de défense européennes. Partout dans le monde, les puissances augmentent leurs budgets militaires, alors qu'ils diminuent en Europe. Seuls quatre États membres respectent les critères de l'OTAN qui sont de consacrer 2 % de leur PIB aux budgets militaires (le Royaume-Uni étant le seul « grand » pays dans ce cas).

- L'autonomie stratégique, une vision complète des questions de défense et de politique étrangère pour assurer la sécurité de l'Europe et contribuer à celle des pays voisins, un Conseil de sécurité et de défense européen, sont quelques-unes des propositions que nous pouvons faire à cet égard.

Les migrations et les réfugiés

- L'Europe manque d'une vraie politique d'immigration et d'asile. Alors qu'il est de notre devoir d'accueillir des réfugiés de guerre en Europe (essentiellement Syriens, Irakiens et Afghans), de nombreuses dissensions ont été constatées en Europe sur la manière d'organiser la solidarité entre les États membres. Nous avons fini par mettre en place un Corps européen de garde-frontières (sur proposition des Français et des Allemands), des centres d'accueil et d'enregistrement pour contrôler les frontières extérieures, une opération maritime (Sofia) pour porter secours aux migrants en Méditerranée. La situation au Moyen-Orient n'est pas près de prendre fin, et va plus probablement engendrer davantage de flux de réfugiés que nous ne devons en accueillir en Europe. Nous devons aussi aider le Liban, la Jordanie et la Turquie à prendre en charge une très grande partie des réfugiés arrivant de la Syrie voisine.

- En ce qui concerne les autres migrants, il est clairement nécessaire de s'engager auprès des pays tiers dont ils sont originaires, et de développer un partenariat durable entre l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique pour créer de la prospérité. Cela nous aiderait à gérer les « migrations économiques » en travaillant main dans la main avec les pays tiers. La coopération culturelle, le développement économique, la mobilité sont fondamentaux pour stabiliser le voisinage méridional, pour s'engager auprès de ces sociétés avec lesquelles nous partageons tant de choses, l'histoire, la proximité, la culture, le potentiel économique.

- C'est la raison pour laquelle la Fondation Anna Lindh pour le dialogue interculturel, dont je suis Présidente, travaille sur un projet de mobilité de jeunes acteurs associatifs des deux côtés de la Méditerranée, basé sur Erasmus. Non

seulement les jeunes de tous les pays méditerranéens ont les mêmes difficultés (taux de chômage élevé, difficultés économiques, tentation de rejoindre les rangs de Daech pour certains d'entre eux), mais ils partagent également les mêmes valeurs et la même foi en la démocratie et en la stabilité. C'est à la fois une question de sécurité et de coopération, il faut une intégration plus profonde de la zone euro-méditerranéenne.

Pour résumer, l'Europe est actuellement confrontée à des crises majeures qui mettent à jour ses faiblesses. La montée du populisme et des extrémistes est une vraie menace pour nos valeurs et pour le principe d'État de droit sur lequel l'Europe a été construite. Les récentes élections aux États-Unis sont révélatrices du même phénomène, même si les problèmes du pays ne sont pas les mêmes. Mais la tendance est bien là. La perte de confiance dans le projet européen, et l'élargissement de l'écart entre l'UE et ses citoyens sont de sérieux indicateurs du fait que nous devons réorganiser l'Europe, en interne et en externe. Son pouvoir au niveau mondial, la sécurité, et le sens de son projet en dépendent. Je crois que plus que jamais, l'Europe a un rôle majeur à jouer ; le monde compte sur l'Europe. Ce n'est pas le moment de nous replier sur nous-mêmes, bien au contraire. Notre seul objectif devrait être de relancer la construction européenne : cela implique davantage d'intégration, des réponses positives et pratiques aux attentes des Européens et une volonté politique claire.

Steven Erlanger

J'aimerais vous poser une question. Le Brexit a été une sorte de choc, et il semble avoir ouvert la voie à d'autres chocs, et ces phénomènes ont une dynamique. Pensez-vous qu'il s'agisse d'une prise de conscience, d'un coup de semonce pour l'Union européenne ? Pensez-vous qu'elle s'est reprise et qu'elle s'est trouvée renforcée, ou est-ce l'annonce d'un éclatement ?

Élisabeth GUIGOU

Je ne sais pas. J'espère, comme l'a dit Thierry, qu'il ne s'agira que d'un coup de semonce, bien sûr. Je ne sais pas trop. Cela dépend de la volonté commune des dirigeants, qui est plutôt faible et s'est encore affaiblie, cela dépend de leur capacité à expliquer aux Européens que se replier sur soi et construire des murs n'est pas une solution, et que puisque nous avons des défis transnationaux, nous sommes tenus de coopérer et de les relever de façon transnationale. À expliquer que la coopération entre Européens est la seule solution dans un monde globalisé, un monde de plus en plus incertain et instable, à expliquer et peut-être à apporter des réponses aux peurs des Européens. Si l'on examine ce que sont ces peurs aujourd'hui, elles sont l'expression de peurs venues de l'extérieur. Il faut donc que nous expliquions aux gens et que nous leur fassions comprendre que la seule réponse, c'est de coopérer, d'apporter une réponse positive à ça. Je l'espère, mais je n'en suis pas sûre, naturellement.

Steven ERLANGER

Il me semble que c'est vraiment par là que vous avez commencé, c'est-à-dire par reconnecter l'Union européenne à ses citoyens. Une partie de ce processus repose sur l'écoute, et les bureaucrates ne sont pas toujours très bons dans cet exercice, ils sont très bons quand il s'agit de parler.